HAL
open science

L'idéologie contre la politisation : des savoirs désactivés ?

Marc Chesney, Gerhard Krinner, Pierre-Yves Longaretti, Benoît Pelopidas, Sophie Wahnich

To cite this version:

Marc Chesney, Gerhard Krinner, Pierre-Yves Longaretti, Benoît Pelopidas, Sophie Wahnich. L'idéologie contre la politisation : des savoirs désactivés ?. Conférence Archipel 2022 : Risques systémiques, trajectoires et leviers d'action transdisciplinaires, INRIA; Université Grenoble-Alpes, Jun 2022, Saint-Martin-d'Hères, France. pp.1-3. hal-03938550

HAL Id: hal-03938550

https://hal.science/hal-03938550v1

Submitted on 13 Jan 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'idéologie contre la politisation : des savoirs désactivés ?

Marc Chesney[1], Gerhard Krinner[2], Pierre-Yves Longaretti[3], Benoît Pélopidas[4], Sophie Wahnich[3,5]

(1) Centre de compétence en finance durable, Université de Zurich
(2) Institut des Géosciences de l'Environnement, Université Grenoble Alpes
(3) Équipe STEEP, INRIA / LJK
(4) Programme d'étude des savoirs nucléaires (Nuclear Knowledges), Sciences Po
(5) Laboratoire PACTE, Université Grenoble Alpes

marc.chesney@bf.uzh.ch, gerheard.krinner@univ-grenoble-alpes.fr, pierre-yves.longaretti@inria.fr, benoit.pelopidas@sciencespo.fr, sophie.wahnich@inria.fr

Déclaration des auteurs

L'ordre des auteurs est alphabétique et ne correspond donc pas à la part de contribution.

1. Intervenants et thèmes privilégiés dans les échanges

1.1. Violence et finance

Marc Chesney : professeur de finance à l'université de Zurich, directeur du Département de banque et finance et du Centre de compétence en finance durable.

1.2. Les discours du GIEC, entre savoir, pouvoir et idéologie : ce que l'on met sur la table politique

Pierre-Yves Longaretti, chercheur CNRS astrophysique et science de la soutenabilité et des risques systémiques globaux, équipe STEEP/Inria Grenoble

et Gerhard Krinner, Modélisateur du climat polaire, directeur de recherche CNRS à l'Institut des géosciences de l'environnement, Grenoble.

1.3. Les savoirs sur le nucléaire militaire

Benoit Pélopidas : Fondateur du programme d'étude des savoirs nucléaires (Nuclear Knowledges), anciennement chaire d'excellence en études de sécurité à Sciences Po (CERI) (2016-2019). Il est également chercheur affilié au centre pour la sécurité internationale et la coopération (CISAC) à l'Université Stanford

2. Résumé

Les institutions de savoir, sont toujours implicitement menacées par des forces publiques qui peuvent mettre en doute ce savoir ou le détourner en fonction d'inquiétudes, d'émotions, de scepticisme, d'intérêts privés ou d'intérêts politiques. C'est particulièrement le cas lorsque les savoirs concernent en fait l'avenir global de l'humanité : savoirs sur le climat, le nucléaire et la finance.

Ces trois questions seront abordées de manière à montrer comment, soit la production du savoir lui-même, soit sa mise à disposition du public, soit son contexte de réception viennent témoigner de luttes d'intérêts qui érodent la capacité du savoir à éclairer le public et à aider par ses lumières à agir sur le monde.

Se fabriquent ainsi des scènes de conseils faits au prince, où se déploient soit un principe d'autorité du prince lui-même plus que de la science, soit une scène de réconciliation de la technique pratique et de la théorie de l'usage du monde car pour apprivoiser la vérité et le doute il faut produire des doctrines non exemptes d'idéologies.

Marc Chesney nous a montré que le système financier non seulement n'a pas tenu compte de la crise mais qu'il se développe une finance de l'ombre particulièrement inquiétante.

Alors que les activités fondamentales des banques d'investissement sont soumises au règlement et au suivi des banques centrales et d'autres institutions gouvernementales, il est devenu pratique courante d'effectuer des transactions de manière à ne pas figurer sur les bilans conventionnels et à ne pas être visible pour les régulateurs. Cela reproduit les pratiques d'avant la crise financière de 2007, où les banques d'investissement finançaient les emprunts de logement par moyen de titrisation hors bilan (off-balance sheet) et se protégeaient grâce aux couvertures de défaillance hors bilan (hedge funds). Or cette finance dont les acteurs sont les agences de notation, les banques d'affaires, des spéculateurs nuit grandement à la démocratie car elle participe d'un creusement vertigineux des écarts sociaux.

L'immense majorité des populations sont invisibles quand on visualise la répartition des richesses mondiales et cette inégalité ne peut convenir à un régime démocratique qui repose sur une répartition de la décision quant à la répartition et l'usage des richesses comprises comme limitées et donc ne pouvant être

gaspillées ou immobilisées pur une seule caste de personnes. *Occupy wall street* avait parlé de 1% en fait elles représentent moins, bien moins que 1% des êtres humains.

Si l'on veut retrouver une finance en faveur de la démocratie il faut maintenir un regard critique sur toutes les routines néolibérales. Depuis le début du XXIe, les écarts entre les plus hauts salaires et les salaires moyens ont fortement augmenté, en particulier dans le secteur des services financiers. Ces écarts sont régulièrement dénoncés, en particulier les bonus reçus par les dirigeants des multinationales. Ainsi l'écart entre le salaire moyen et le salaire le plus haut est passé d'un rapport de 1 à 6 en 1984 à un rapport de 1 à 43 en 2011. Il faudrait retrouver des salaires équitables et taxer les transactions financières.

De fait la montée en puissance de l'oligarchie financière a signé la mise en crise de la démocratie et continue à se draper dans une naturalisation des savoirs sur l'économie. C'est à ce titre qu'il conviendrait de déconstruire cette naturalisation et de repolitiser le débat sur l'économie et la finance.

Une place de savoir comme le GIEC (Groupe Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat ou IPCC, Intergovernmental Panel on Climate Change) organisme international établi en 1988 sous l'égide de l'ONU et de l'OMM (organisation météorologique mondiale) de fait lutte pour éduquer, discipliner, ordonner l'opinion publique, en l'informant et l'alertant et ainsi elle offre un espace pour rendre présents les intérêts de la société monde. Pierre Yves Longaretti et Gerhard Krinner nous ont décrit le fonctionnement du GIEC et de ses groupes de travail (Groupe 1 : physique du climat elle-même (climatologie) ; Groupe 2 : impacts, adaptation, résilience (sciences de l'environnement autre que la climatologie, socio-économie, principalement) ; Groupe 3 : mitigation (économie principalement, sur le coût des mesures de réduction des émissions de gaz à effet de serre et le coût de l'inaction). Ils se sont interrogés sur la place des acteurs politiques dans la rédaction des résumés produits à l'intention des décideurs et sur les limites effectives de leur efficacité.

Il n'existe de fait pas un discours du GIEC, mais plusieurs : d'une part entre les rapports des groupes de travail et les résumés pour décideurs, ces derniers étant soumis à l'approbation des États, et donc en général moins-disant en comparaison des rapports complets. Les rapports (complets, de synthèse, mais surtout résumés pour décideurs) servent de base, directement ou indirectement, à différents discours : académiques, journalistiques, politiques et citoyens (ONG). La place occupée par les discours du GIEC comme institution d'expertise qui synthétise les savoirs, circonscrit ainsi un terrain complexe d'appropriation et de légitimité. Dans tous les cas ces rapports souhaitent objectiver les manières de prendre les décisions et masquent le rôle politique des corrections apportés dans l'énonciation des résultats par les États. L'idéologie est dans le détail de cette énonciation discuté pied à pied.

Benoit Pélopidas a abordé l'étude de la construction des savoirs au sujet des armes nucléaires, leurs fondements institutionnels, conceptuels, imaginaires et mémoriels. Cela passe par une redéfinition de la vulnérabilité nucléaire dans ses dimension matérielle, mais aussi épistémique et politique. Empiriquement, il s'est consacré aux cas ou l'emploi d'armes nucléaires a été évité de justesse, à la gestion des crises nucléaires et à l'histoire nucléaire de la France, il peut ainsi mettre en avant la contingence et l'incertitude des situations plus que la maîtrise constamment convoquée quand on parle du nucléaire et de ses dangers.